



lundi 2 décembre 2019

5 décembre :

Faire tomber les « premiers de cordée »

Ça sent le roussi, jusqu'au sommet de l'État. Macron et ses ministres s'agitent en tous sens, pour éviter la propagation de l'incendie après la grève du 5 décembre. Alors, ils nous sortent leurs éternels refrains : que les grévistes seraient des « privilégiés », qui se battraient pour « conserver les inégalités ». De la part de ce président des riches et de ses ministres millionnaires, l'insulte et le mensonge sont si gros que cela donne des raisons de plus de se retrouver tous ensemble jeudi prochain.

De quoi ont-ils si peur ? Évidemment de cette fameuse « *coagulation* », comme ils disent, en fait de cette convergence des colères qui menace Macron, depuis un an déjà que le mouvement des Gilets jaunes a lancé le signal du ras-le-bol général.

Les signes d'exaspération se sont multipliés : grèves dans les hôpitaux publics depuis neuf mois, grève des enseignants en juin, grèves intempestives à la RATP et à la SNCF en septembre-octobre, grèves et manifestations des étudiants contre la précarité en novembre... À ces mouvements, le gouvernement n'a répondu que par le mépris, quand ce n'était pas par la répression pure et simple.

« Puisqu'il en est ainsi, nous coagulerons ! »

C'est ainsi que le Collectif inter-urgences, initiateur des grèves hospitalières, a intitulé son appel à se joindre au 5 décembre, en réponse au énième « *plan* » de Macron et de sa ministre Agnès Buzyn pour « *sauver* » l'hôpital public. En guise de sauvetage, le gouvernement, en effet, ne propose rien d'autre que de poursuivre sa politique d'économies budgétaires – tout juste maquillée par quelques primes minables pour quelques catégories de personnels. De quoi s'énerver, et de quoi « *coaguler* » !

Ce n'est qu'un début...

Il faut se saisir de cette journée du 5 décembre : par la grève et dans la rue, bien sûr, mais aussi en nous organisant à la base avec, pour commencer, des assemblées générales, sur nos lieux de travail ou à l'issue des manifestations, pour décider ensemble de la reconduction de la grève.

Le 5 décembre, ce n'est qu'un début. D'ores et déjà, la grève s'annonce comme illimitée dans

certains secteurs (RATP, SNCF... sans parler des services hospitaliers où la grève dure depuis des mois !). Sans attendre le feu vert des directions syndicales, éternellement attentistes et frileuses, toujours prêtes au « dialogue » gouvernemental et à négocier des compromis douteux. Réalisons nous-mêmes l'unité combative du monde du travail, en poursuivant le mouvement partout où c'est possible et en nous coordonnant à partir de la base.

... ne rien lâcher

Le gouvernement, qui anticipe le succès de la grève du 5, espère tenir le choc en laissant s'épuiser le mouvement. Sans parler des explications embrouillées et contradictoires qu'il nous sert sur les retraites. « *Réformer, moins réformer... plus tard mais maintenant..., compréhensif mais 'ferme'* »... N'en jetez plus : autant d'entourloupes pour nous faire, en définitive, travailler plus longtemps pour des pensions plus faibles !

À nous, en somme, de faire en sorte que ce mouvement soit assez massif pour mettre en échec toute leur politique.

En défendant nos retraites, défendons aussi nos salaires, nos conditions de travail, nos conditions de vie. En attaquant la politique du gouvernement, toute sa politique, attaquons aussi ces ultra-riches qu'il sert, ces « *premiers de cordée* », comme le dit Macron, qui touchent des milliards d'exonérations fiscales et des centaines de milliards de profits. Quand on voit que Bernard Arnault, riche de près de 100 milliards d'euros, est capable de s'offrir une bijouterie américaine pour 15 milliards, on se dit que, décidément, il y a de l'argent pour nos retraites, nos salaires, les hôpitaux et les transports publics... Allons le chercher ! Oui, qu'ils dégagent !

Airbus charter

Les RH de Saint-Ouen épaulés par Altedia et par des préretraités de PSA s'emploient toujours activement à nous faire employer ailleurs.

Prochain départ pour Airbus, où certains d'entre nous sont déjà partis depuis la semaine dernière... La vitrine est belle, mais l'extraction de l'usine par héli-treuilage de salariés nous envoie vers l'inconnu, avec, entre autres, plusieurs mois de formation sans embauche garantie à la clé.

La valse des gentils bonimenteurs

Des « ambassadeurs » s'en vont, remplacés par d'autres embobineurs. Ils viennent d'autres usines comme Rennes ou Poissy, terminer leur carrière à Saint-Ouen.

Le but de leur présence ? Nous faire quitter le groupe. Pour la plupart d'entre eux, ils n'ont connu que PSA, mais ils vont nous apprendre à aller nous vendre ailleurs ! Un comble.

La fiche qui nous affiche

La fiche navette nouvelle est arrivée. Elle remplace toutes celles qu'on a pu remplir auparavant. De là à en conclure qu'elles n'ont servi à rien... Le Beaujolais de la direction a cette année un fort goût de carotte... pour les salariés. Cette nouvelle version semble avoir pour but de dresser un état de la situation pour les effectifs restants... Alors, bons élèves ou mauvais élèves ? En tout cas pour nous tous, c'est un bon coup de pression avant les congés de Noël.

Le père Noël est une ordure

La reprise après les congés est programmée... le 2 janvier ! Soit revenir pour un jour de travail pour l'équipe B, qui est en RTT le 3, et pour deux jours pour l'équipe A.

L'usine ferme, mais il n'y a rien de plus urgent que de faire suer les salariés !

« C'est pas moi, c'est les autres ! »

En septembre 2015, le scandale du dieselgate éclatait avec Volkswagen puis BMW en boucs émissaires pour toute l'industrie automobile. Il y a deux semaines, Tavarès se lamentait dans les colonnes de L'Est Républicain de la méfiance et du « manque d'écoute » des députés européens, dus selon lui aux tricheries d'un « constructeur allemand bien connu ».

Las, le Canard Enchaîné vient de révéler que les expertises menées sur des Peugeot et Renault à la demande de juges d'instruction, aboutissent à « l'existence d'une modification des dispositifs de dépollution permettant l'adaptation à la procédure d'homologation de façon différente des conditions d'utilisation réelles. »

On est tous assez grand pour conclure ...

Ils pleurent la bouche pleine.

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a inauguré ce lundi une première séance de calinothérapie pour les patrons du secteur automobile.

Leurs plaintes sur le passage à l'électrique ont été entendues et Le Maire parle déjà d'un fonds d'argent public à hauteur de 50 millions d'euros pour « aider » le secteur.

Autre volet, l'implantation d'une usine de batteries. Trois régions seraient en concurrence pour l'accueillir, à coups de crédits d'impôt, de défiscalisation ou de terrains cédés pour une bouchée de pain.

Le chantage à l'emploi du patronat repris la main sur le cœur par les gouvernants, cela fait 40 ans qu'on connaît la chanson sans que les patrons destructeurs d'usines et d'emplois n'aient jamais de comptes à rendre.

Block Friday

Depuis vendredi, des actions de blocages ont été entreprises contre des sites d'Amazon par des militants écologistes, qui se sont fait évacuer sans ménagement par la police. Il est vrai qu'en matière de gaspillage des ressources, Amazon est un modèle : la gestion à flux tendus de ses stocks pousse l'entreprise à détruire 3,2 millions d'articles neufs rien qu'en France.

En Allemagne, ce sont les salariés d'Amazon eux-mêmes qui entreprennent de gâcher le Black Friday de Jeff Bezos, le milliardaire patron d'Amazon. Ils sont en grève pour protester contre les bas salaires et la pression extrême qu'ils subissent pour toujours plus de productivité. Un blocage de la production que les flics sont bien incapables de lever...

« On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels. » (Anatole France)

Suite à la collision de deux hélicoptères, 13 soldats français de l'opération militaire Barkhane sont morts au Mali.

Drapeaux, clairons et larmes de circonstance, le gouvernement dégouline de patriotisme pour faire pleurer dans les chaumières. Mais, hormis la défense des intérêts des représentants de la Françafrique – Areva en tête –, l'intervention militaire française qui dure depuis 2014 a été coûteuse en vies humaines et n'a en rien amélioré le sort des populations civiles. Elle n'a même pas détruit les foyers djihadistes au Sahel – prétexte initial de cette intervention.

Les dirigeants français utilisent les vieilles recettes pour maintenir leur emprise sur une partie de l'Afrique et de ses ressources. Troupes françaises, hors d'Afrique !